



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de rehausse de bajoyer d'un bassin et de
mise en place d'une cloison additionnelle de la passe
à poissons de Vives Eaux (77)**

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	4
3.1 - Conduite d'opération.....	4
3.2 - Maîtrise d'œuvre	4
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Durée du marché et délais d'exécution.....	5
4.1 - Durée du marché	5
4.2 - Délais d'exécution.....	5
5 - Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix.....	5
6 - Garanties Financières.....	6
7 - Avance.....	6
8 - Modalités de règlement des comptes.....	6
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement	6
8.3 - Délai global de paiement	6
8.4 - Paiement des cotraitants	7
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
9.1 - Implantation des ouvrages.....	7
9.2 - Préparation et coordination des travaux	7
9.2.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	7
9.2.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	8
9.2.3 - Registre de chantier	8
9.3 - Etudes d'exécution	8
9.4 - Installation et organisation du chantier	8
9.4.1 - Installation de chantier.....	8
9.4.2 - Signalisation de chantier.....	8
9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	8
9.5.1 - Gestion des déchets de chantier.....	8
9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	9
9.5.3 - Documents à fournir après exécution	9
10 - Développement durable.....	9
11 - Réception	9
11.1 - Réception des travaux.....	9
11.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	9
12 - Garantie des prestations.....	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
14 - Pénalités.....	10
14.1 - Pénalités de retard	10
14.2 - Autres pénalités spécifiques.....	11
15 - Assurances	11
16 - Résiliation du contrat.....	12
17 - Règlement des litiges et langues	12
18 - Dérogations	13

19 - Conflits d'intérêts.....	13
20 - Obligation de confidentialité.....	13
21 - Réalisation de prestations similaires.....	13
22 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	13
23 - Clauses d'insertion sociale.....	15
24 - Sous-traitance.....	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de rehausse de bajoyer d'un bassin et de mise en place d'une cloison additionnelle de la passe à poissons de Vives Eaux (77).

Il s'agit de faire la rehausse du bajoyer du dernier bassin de la passe à poisson de Vives Eaux et d'ajouter une cloison dans un bassin afin de créer un bassin supplémentaire.

Lieu(x) d'exécution :

Passé à poissons du barrage de Vives-Eaux

Chemin de Boissettes

77350 Boissise-la-Bertrand

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots ou en tranches.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ARTELIA

15 allée de Bellefontaine

BP 70684

31106 Toulouse CEDEX 1

Tél. : 05 61 75 50 10

Courriel : toulouse-s@arteliagroup.com

Commenté [EB1]: Verifier les conditions d'attribution du CSPS et se laisser la possibilité de le faire intervenir

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les mesures de sécurité et de protection qui s'applique à cette opération sont celles du décret 92. Le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques et à une inspection commune préalable afin d'élaborer le plan de prévention. Aucune entreprise extérieure ne peut intervenir sur le site sans un plan de prévention signé par l'ensemble des parties.

4 - Durée du marché et délais d'exécution

4.1 - Durée du marché

La durée du marché est définie à l'acte d'engagement.

4.2 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution est défini à l'acte d'engagement.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 9.4.2. du CCAG Travaux, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ou de remise des offres finales. Ce mois est appelé " mois zéro ", il est indiqué dans l'acte d'engagement.

Les prix sont révisibles par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (0-3))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (0-3) : valeur de l'index de référence au mois zéro diminué du nombre de mois de décalage.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index TP02 « Index Travaux Publics - TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010 ».

Conformément à l'article 10.5 du CCAG-Travaux, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, le délai pour le représentant du pouvoir adjudicateur pour notifier au titulaire le décompte général après réception du projet de décompte général est porté à 3 mois.

Toutefois, si dans ce délai, le maître d'ouvrage a fait parvenir au titulaire une décision motivée refusant la prise en compte et le traitement du projet de décompte général, ce délai ne commencera pas à courir et le Titulaire devra produire de nouveau un projet de décompte final dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : PIF
- Numéro de marché
- Numéro de programme
- Numéro d'engagement juridique qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

Passe à poissons du barrage de Vives-Eaux
Chemin de Boissettes
77350 Boissise-la-Bertrand

Notification par le biais du profil d'acheteur :

Par dérogation aux articles 3.1 et 3.2. du CCAG, lorsque la notification d'une décision, observation ou information est effectuée à partir du profil d'acheteur ou par messagerie dématérialisée, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date et heure de l'envoi effectué par l'acheteur (à une adresse mail mentionnée par le titulaire dans les documents particuliers du marché).

9.1 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

9.2 - Préparation et coordination des travaux

9.2.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, à l'acte d'engagement.

Cette période débute à compter de la notification du marché.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participent les titulaires ;
- les titulaires participent à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre

15 jours au plus tard après la notification du marché.

9.2.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Cette opération est soumise au décret n°92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Toute entreprise présente sur le site sans plan de prévention ainsi que le titulaire seront sanctionnés d'une pénalité forfaitaire de 2 000€ HT sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

9.2.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

9.3 - Etudes d'exécution

Les études d'exécutions ainsi que les plans sont à la charge du titulaire du marché et devront faire systématiquement l'objet d'un visa par le maître d'œuvre.

9.4 - Installation et organisation du chantier

9.4.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

9.4.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.5.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation

en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.5.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage (à minima Autocad et PDF).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 250,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

10 - Développement durable

Les obligations environnementales dans l'exécution du marché sont décrites dans le CCTP.

Le titulaire est soumis aux obligations de la réglementation, des lois et règlements en matière sociale et de protection de l'environnement ainsi que de toutes recommandations découlant de la politique environnementale de Voies Navigables de France.

11 - Réception

11.1 - Réception des travaux

11.1.1 - Dispositions applicables à la réception

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

12 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Le présent marché n'emporte aucune cession ou concession, à quelque titre que ce soit des droits de propriété intellectuelle du Pouvoir Adjudicateur, notamment marques, logos et signes distinctifs au profit du Titulaire.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations que le Pouvoir Adjudicateur communique au Titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelle du Pouvoir Adjudicateur, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et/ou documents qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage par ailleurs à ne faire aucune référence au Pouvoir Adjudicateur et à ne lui attribuer aucune déclaration ou information, notamment par voie de presse, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire cède au Pouvoir Adjudicateur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre du marché, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Livrables qui sont réalisés par le Titulaire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support connu ou inconnu au jour de la signature du présent marché, notamment sur supports papiers, électroniques ou numériques, informatiques, multimédia ;
- le droit de représenter, en tout ou partie, par tout procédé connu ou inconnu au jour de la signature du présent marché, notamment par réseaux d'ordinateurs et par réseaux de télécommunications internes ou externes, tels qu'intranets et Internet ;
- le droit de diffuser, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la signature du présent marché, notamment la diffusion en direct ou en différé par câble ou par satellite, par réseaux de télécommunications internes ou externes ;
- le droit d'adapter, sur tout support et par tout procédé connus et inconnus au jour de la signature du présent marché ;
- le droit d'exploiter, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, par tout type de contrat, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif ;
- le droit de distribuer à titre onéreux ou gratuit, en tout ou partie, par tout procédé ou sur tout support, connu ou inconnu à ce jour, et ce, quelle qu'en soit la destination, pour tout public, sans limitation.

La présente cession est conclue pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, pour le monde entier et pour une exploitation à titre gratuit ou non. »

14 - Pénalités

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) sont appliquées sans mise en demeure préalable, sans invitation préalable faite au titulaire à présenter ses observations (par dérogation à l'article 19.2.4. du CCAG Travaux), et sont cumulables dans leur montant, sans seuil d'exonération (par dérogation à l'article 19.2.1. du CCAG Travaux).

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30 % du montant total hors taxes du marché.
Les autres pénalités ne sont pas plafonnées.

L'ensemble des pénalités (de retard et autres) s'entendent par jour calendaire (sauf mention autre) et ne sont pas soumises à la TVA. Il est dérogé à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1 000,00 €.

14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour manquement relatif aux obligations en matière de sécurité des travailleurs	Journalière	300,00 €	Tout manquement à la Sécurité ou au non-respect des règles de prévention fixées au plan de prévention de l'opération sur simple constatation
Pénalités pour indisponibilité	Forfaitaire	250,00 €	En cas d'indisponibilité sans justification du représentant du titulaire pour une réunion programmée au moins 5 jours ouvrés à l'avance, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 250 € HT par absence
Pénalités pour non-remplacement du responsable de projet	Journalière	500,00 €	
Pénalités pour non-présentation à un rendez-vous	Forfaitaire	250,00 €	
Pénalité pour manquement à l'obligation d'affichage des informations	Journalière	250,00 €	Pénalité journalière de 250 euros pour chaque travailleur détaché concerné
Pénalité en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité / Pénalité en cas de non remise de l'attestation sur l'honneur déclarant une absence de situation de conflit d'intérêt	Forfaitaire	500,00 €	
Pénalité en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité	Forfaitaire	500,00 €	
Pénalité pour travail dissimulé	Forfaitaire	1 500,00 €	Présence sur le chantier d'un travailleur non déclaré : 1500 € par absence de déclaration (dans la limite de 10% du montant du contrat et dans la limite du montant des amendes prévues au titre des sanctions pénales par le Code du travail).
Non-respect des modalités de la clause d'insertion sociale			Le cas s'appliquant, la simple constatation par le maître de l'ouvrage ou son représentant (facilitateur ou coordonnateur) de la non-exécution totale ou partielle des conditions du marché par l'entreprise entraînera une pénalité égale au produit de deux fois le SMIC horaire brut par le nombre d'heures d'insertion non réalisées.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire, cotraitants et sous-traitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances adéquats, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage

Il doit donc notamment contracter une assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle. Il doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

16 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA de l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1 h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG travaux, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché aux torts du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG travaux, dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA des bons de commande, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations des bons de commande exécutés, un pourcentage fixé à 0 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Melun est compétent en la matière.

Les stipulations de l'article 55 du CCAG travaux sont applicables excepté l'article 55.1.2. Par dérogation à l'article 55.1.2, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire sa décision motivée dans un délai de 90 jours, à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 12.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 9 du CCAP déroge aux articles 3.1 et 3.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1.1 du CCAP déroge aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG - Travaux
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 19.2.1, 19.2.2, 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge aux articles 50.3.1 et 50.4 du CCAG - Travaux
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 55.1.2 du CCAG - Travaux.

19 - Conflits d'intérêts

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF. Une attestation sur l'honneur devra être fournie chaque année ou sur simple demande afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt. En cas de constat d'une situation de conflit d'intérêt par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire sera invité à l'interrompre et précisera les mesures prises pour le faire cesser au représentant du pouvoir adjudicateur.

20 - Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

21 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

22 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

22.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à

l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet
Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 8 du CCAP.
Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

22.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

o les salariés détachés par ses soins,

o les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,

o ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 14 du présent document.

23 - Clauses d'insertion sociale

Voies Navigables de France, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application notamment des dispositions de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en incluant des dispositions relatives à l'insertion par l'activité économique.

1. Obligation du titulaire

Pour réaliser ce marché le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion équivalent à 20 h d'insertion par tranche de 100 000 € HT de prestations effectuées pour des personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières.

Sont notamment concernées les personnes répondant à au moins un des critères ci-dessous :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) demandeur d'emploi ou ayants droits,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) et de l'allocation d'invalidité (AI),
- Les personnes travaillant dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE),
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau V, soit niveau inférieur à CAP/BEP),
- Les jeunes diplômés sortis du système scolaire justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- Publics reconnus réfugiés (bénéficiant de la protection internationale),
- Autres publics validés par le facilitateur provenant des partenaires emploi du territoire (Pole Emploi, MDE, PLIE, Missions Locales, Cap emploi Sameth ...),
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectés à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire,
- Des personnes domiciliées de l'ensemble des Quartiers Politique de la Ville sur le territoire national, sur le modèle du dispositif ANRU.

2. Accompagnement de l'action en cours d'exécution

Le titulaire peut se rapprocher d'un facilitateur afin de :

- Définir avec le titulaire le plan d'action de réalisation des actions d'insertion et effectuer les mises en relation nécessaires à la bonne réalisation des objectifs,
- Présenter et valider les candidats correspondants aux critères administratifs définis ci-dessus,
- Valider les heures d'insertion réalisées,
- Fournir les attestations de réalisation des objectifs.

3. Contrôle de l'action d'insertion par l'activité économique

3.1 Contrôle en cours d'exécution

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification du marché au titulaire par la maîtrise d'ouvrage ou à la date de la première embauche si elle intervient après la date de notification.

Les heures de travail comptabilisées au titre de l'insertion professionnelle sont limitées à 24 mois à compter de la date de recrutement de la personne pour le chantier quelle que soit la nature du, ou des, contrat de travail.

Dans l'hypothèse ou en cours de marche, une ou plusieurs personnes mises à disposition dans le cadre de l'action d'insertion sont embauchées au sein de l'entreprise, le nombre d'heures effectué par le ou les travailleurs, sera décompté, quel que soit le type de contrat de travail, du nombre d'heures devant être obligatoirement exécuté au titre de l'action d'insertion.

A l'expiration du marché, l'entreprise s'engage à étudier toute possibilité d'embauche des personnes en difficulté qui sont intervenues dans le cadre de l'action.

En cours d'exécution du marché, le titulaire adresse un bilan intermédiaire chiffré au plus tard le 20 du mois « m+1 » au maître d'ouvrage, ou son représentant, et à l'interlocuteur désigné à X, qui retranscrit la mise en œuvre de l'action d'insertion ainsi que des éventuelles difficultés rencontrées.

Des bilans intermédiaires pourront en outre être établis lors des réunions de chantiers ou dans le cadre de réunions spécialement prévues à cet effet et organisées par le maître d'ouvrage.

Si des difficultés liées à l'action d'insertion font obstacle à la réalisation du marché dans les délais fixés, les parties s'engagent à se réunir dans les délais les plus brefs afin de convenir des solutions les plus appropriées à la bonne exécution du marché.

3.2. Contrôle en fin d'exécution

Lorsque le marché aura été entièrement exécuté, et préalablement au versement de son solde, le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage les justificatifs attestant du respect du nombre d'heures.

24 - Sous-traitance

24.1 - Sous-traitance partielle

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché.

En application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-3 à R. 2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de :

- L'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur ;
- L'agrément par le pouvoir adjudicateur des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L. 8271-1-1 du code du travail.

En sus de la déclaration de sous-traitance et des renseignements exigés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, le dossier de candidature de chaque sous-traitant comportera les attestations d'assurance visées à l'article 15 du présent CCAP, ainsi que les renseignements permettant l'évaluation de leur situation juridique, leur capacité économique, financière et technique (cf. liste au règlement de la consultation).

24.2 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial et des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, les mêmes documents listés précédemment.